



CTM du 18 septembre 2012

La marche du changement !

Monsieur le Directeur

Les annonces du Ministre au CTM du 17 juillet dernier et sa lettre du 12 septembre aux agents marquent cette marche du changement, que la nouvelle gouvernance veut impulser, conduire et construire pour retrouver un « Ministère du Travail fort, confiant, cohérent » selon ses propres termes.

En fait, en tout cas l'UNSA –Itefa le souhaite vivement, s'inscrire dans la démarche d'une politique réaliste et ambitieuse, digne de ce ministère chargé de cette mémoire collective de ceux et celles qui ont bâti notre histoire humaine et économique.

Conférence et agenda sociaux, rapport de l'IGAS sur l'inspection du travail, mission Quinqueton- Simonpoli sont venus montrer que les points fondamentaux de nos alertes, de nos contestations tant sur le démantèlement des missions, la logique implacable de la RGPP et de la REATE, l'appauvrissement de nos services, la souffrance au travail et la perte du sens et des repères des personnels n'étaient pas que logorrhée syndicale et fantasme électoraliste !!!

Face à la mondialisation de l'économie, à la crise et au chômage, à la désindustrialisation, au développement des multiples formes de précarité, aux atteintes de la cohésion sociale, notre ministère doit être présent et actif dans les grands enjeux économiques et sociaux.

Sa feuille de route, qui doit permettre la régulation des relations du travail, est d'autant plus indispensable pour l'économie, les entreprises, les salariés, les territoires.

L'UNSA réaffirme son profond attachement au service public républicain, sous toutes ses formes, et demande expressément au gouvernement d'ouvrir parallèlement, sur l'évolution de ce dernier, une large concertation dépassant le cadre de la seule fonction publique.



Ainsi, le Ministre souhaite engager « 2 grands chantiers pour faire évoluer d'une part notre système d'inspection du travail, d'autre part notre action pour l'emploi et la formation professionnelle ».

Il a fait connaître une mise en marche avec un calendrier précis et un déroulé de la méthode de travail pour aboutir certes à un réinvestissement du Ministère de ses fondamentaux initiaux mais également à son appropriation des nouveaux défis d'un monde en perpétuel changement.

Les représentants de l'UNSA, syndicat réformiste, sont, pour leur part, prêts à suivre ce « pari » ministériel pascalien, à participer à des travaux, qui, à travers une réflexion sur les missions de service public, tendraient à l'amélioration du service rendu aux citoyens, et à soutenir une autre façon de conduire une nouvelle stratégie garantissant une approche moderne face à la crise actuelle.

Cependant, l'UNSA- Itefa se permet de rappeler au Ministre ainsi qu'à vous-même, qu'elle sera attentive et très vigilante à ces changements annoncés sans « accompagnement docile, ni contestation stérile » de sa part afin que ce ministère reprenne sa véritable place dans la gouvernance actuelle pour répondre à la véritable attente sociale des usagers comme de ses personnels.

Le 3^{ème} message fort du Ministre porte sur le dialogue social au sein des différentes structures et corps techniques et communs composant les IRECCTE et l'AC : le Ministre a constaté son délabrement à son arrivée (relations tendues, incompréhension totale, voire mépris des agents, souffrance vertigineuse à tous les niveaux...) et il nous demande « de tourner la page » pour l'avenir afin d'avoir « la modernité des relations sociales, de construire de nouvelles formes de dialogue « à la française ».

En fait, un point fondamental, qui nous interpelle, est de connaître si nous assisterons réellement à un changement de comportement lorsque nous lisons les remontées de nos sections depuis la rentrée : réunions régionales inconsistantes, agenda désordonnée entre les 2 DRH et non partagé, des « descentes » de notes de service non expliquées et non concertées
** etc...

***** Comme l' impossibilité pour les catégories C de se présenter 2 années consécutives à la formation pour passer CT soit pour le concours interne, soit pour l' examen professionnel : c ' est la 1^{ère} fois que cette mesure est prise alors que cette catégorie suit peu de formations et n ' a guère de débouchés.***



Mais, les personnels du ministère attendent des relations sociales basées sur le respect de l'Autre : ils sont responsables, mais ils veulent que cessent certaines pratiques managériales infantilisantes et qu'enfin le changement soit visible dans un réel dialogue social, surtout en ces temps de crise.

Soyez sur que notre syndicat veillera en premier au respect de chacun de ses personnels dans l'ensemble des structures ministérielles mais également à celui de la mise en place des droits et moyens syndicaux : avant de nous proposer une charte du dialogue social, l'UNSA- Itefa aurait particulièrement apprécié notamment d'avoir une réunion sur lesdits moyens depuis les élections d'octobre 2011.

Cessons les débats minés par les discours de posture, l'« agitation technocratique », la « parfaite langue de bois » identique à la précédente dans les réunions et les « interdits » que nous avons pour avoir un vrai dialogue social dans sa plénitude « constitutionnelle », sa rigueur respectueuse et sa qualité exigeante.

« Le temps de l'échange régulier, constructif et responsable » est devenu pour l' UNSA- Itefa un point non négociable à l' avenir puisque « la réforme de l'État ne se fera pas sans le concours actif des agents publics ni en opposition avec les organisations qui les représentent... » (Jacques FOURNIER).

